

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 13/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ONYX AUVERGNE RHONE ALPES**

216 avenue Jean Mermoz  
63100 Clermont-Ferrand

Références : 20231005-RAP-63-1240-insp\_ONYX\_DIB\_Gerzat\_vuSL.odt  
Code AIOT : 0005601695

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE ALPES implanté ZI sud - rue Benjamin Franklin rue Benjamin Franklin 63360 Gerzat. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- ZI sud - rue Benjamin Franklin rue Benjamin Franklin 63360 Gerzat
- Code AIOT : 0005601695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ONYX ARA exploite un centre de tri/valorisation et une déchetterie industrielle de déchets principalement non dangereux : DIB, vieux papiers, cartons, DEEE. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 22/02/2007 qui a été complété les 15/11/2012 et 25/07/2014. Le site relève du seuil enregistrement pour les rubriques suivantes : 2713-1, 2714-1, 2716-1

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le respect des prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 22/02/2007,

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	volume annuel	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.2	/	Sans objet
2	déchets	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.3	/	Sans objet
3	gestion	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.7	/	Sans objet
4	exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 2.1.2	/	Sans objet
5	registre	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 2.1.2	/	Sans objet
6	électricité	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.3.3	/	Sans objet
7	déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.2.1	/	Sans objet
8	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.6.2 et 3	/	Sans objet
9	débourbeur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 4.3.4	/	Sans objet
10	bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.6.5.1	/	Sans objet
11	détecteur radioactivité	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 8,1	/	Sans objet
12	eau	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 2,1,1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle, aucune non-conformité n'a été constatée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : volume annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, quantité de déchets

<b>Prescription contrôlée :</b> D'après l'arrêté d'autorisation opposable, les tonnages annuels sont : Tri du papier carton : 20 000t/an DIB et déchets BTP : 31 000t/an
<b>Constats :</b> Le tri papiers provenant des imprimeurs, de la grande distribution et des industries de désarchivage, représente environ 8 500 tonnes/an en 2022. Le tri DIB représente 27 000 tonnes/an pour l'année 2022 Le site est conforme par rapport à son autorisation (quantités maximum susceptibles d'être stockées, tonnages annuels).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, provenance des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Référence réglementaire : Article 1 2 3 de l'arrêté du 22/02/2007 –Provenance géographique et sectorielle des déchets apportés en déchèterie et centre de tri
<b>Constats :</b> - Provenance géographique : département du Puy-de-Dôme et de l'Allier - Typologie des clients : entreprises industrielles, artisanales, commerces, entreprises BTP, quelques collectivités ou administrations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : gestion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, durée de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Référence réglementaire : Article 1.2.7– durée de stockage La durée de stockage des déchets en attente de tri doit être au maximum de 3 jours. Seuls les corps creux (emballages plastiques) qui transitent par la chaîne de tri manuelle peuvent rester en attente 8 jours au maximum.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, le tri est réalisé à flux tendu, pour limiter la durée de stockage des déchets entrants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Référence réglementaire :Article 2.2.1 – Exploitation des installations

<p>Les conditions de stockage des déchets, avant leur valorisation ou leur élimination, doivent permettre de limiter les risques d'incendie et les risques de pollution .....</p> <p>Stockage sur le site :</p> <p>La hauteur des différents stockages ne devra pas pas excéder 4,5 mètres ; si celles-ci sont situées à moins de 5 mètres des murs de clôture .....</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>-Le jour de l'inspection, la hauteur des piles de balles de papier carton, observées sur le site est réglementaire (soit une hauteur inférieure à 4,5m).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : registre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 2.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Référence réglementaire :Article 2.1.2 – Exploitation des installations suivi des déchets : consultation du registre</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, le registre informatisé est consulté dans le local d'accueil. L'exploitant a montré une extraction des stocks pesés sur la semaine précédente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 6 : électricité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vérifications périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Référence réglementaire :Article 7.3.3 - Vérifications périodiques. Les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle a été réalisé par DEKRA en date du 11/09/2023 (pas d'écarts).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 7 : déchets dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, inventaire substances dangereuse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AP d'autorisation du 22/02/2007, article 7.2.1</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier</p>

les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

**Constats :**

L'exploitant dispose de la liste des matériaux présents sur son site dans le bâtiment d'accueil. Les seuls déchets dangereux collectés sur le site sont constitués par des déchets d'emballages souillés et des déchets spéciaux en mélange de type aérosols, lampes...(moins de 7 tonnes autorisées). L'exutoire des déchets dangereux est le site de regroupement de déchets dangereux, d'Onyx Véolia, situé à proximité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 8 : sécurité incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.6.2 et 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

sécurité incendie et contrôles périodiques

**Constats :**

- contrôles extincteurs : le 25 mai 2023
- trappes de désenfumage : mai 2023
- RIA mai 2023
- centrale d'alarme : mai 2023

**Observations :** transmettre les débits des deux bornes incendie à proximité du site sous 1 mois (>60m3/h)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 9 : débourbeur-déshuileur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, débourbeur

**Prescription contrôlée :**

nettoyage et curage annuel

**Constats :**

Le débourbeur-déshuileur a été nettoyé le 27 avril 2023 par la société SARP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 10 : bassin de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.6.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rétention des eaux visières

**Prescription contrôlée :**

bassin de confinement

Arrêté préfectoral d'autorisation du 22/02/2007, article 7.6.5.1

un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1400 m3

avant rejet vers le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Le bassin d'orage sert aussi de rétention en cas d'accident ou incident avec des eaux souillées. Lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de repositionner un repère visible sur le bassin d'orage donnant la limite pour assurer en permanence une capacité de rétention de <del>1400</del> <b>m<sup>3</sup> 1 400 m<sup>3</sup></b> et faciliter ainsi les opérations de vidange du bassin.  Par mail daté du 4 octobre, l'exploitant a transmis le justificatif de mise en place d'un repère sur la rampe d'accès béton.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : détecteur radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 8,1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vérification
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositif de détection de radioactivité
<b>Constats :</b> contrôle annuel en août 2022 par l'entreprise @m2c – RAS
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 2,1,1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, arrêté sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> consommation en eau Objectifs généraux L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau, ...
<b>Constats :</b> La consommation d'eau sur 2022 est de 104m3
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet